

Finistère

Penn Ar Bed



Bulletin trimestriel de la FSU du Finistère

	Directeur.rice de publication : Florent Martinie et Sabrina Manuel	Prix : 0,4 €	N° 2
SOMMAIRE Bulletin de janvier 2025 Page 1 : <i>Édito</i> Page 2 : Le Secondaire rime avec moyens précaires ; Santé et sécurité au travail dans l'éducation nationale : tout est long ! baisse budgétaire rentrée s'entrechoquent Page 3 : Retraités-es : notre couverture sociale en danger ! Page 4 : Face à l'extrême droite et au capitalisme, quelle organisation pour le mouvement social ?	Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29200 BREST 71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER Email : fsu29@fsu.fr Site : http://fsu29.fsu.fr Facebook : https://www.facebook.com/fsu29/		



11^e CONGRÈS NATIONAL 
RENNES 3-7 FÉVRIER 2025

Vers le congrès national de Rennes

Le congrès départemental de la FSU du Finistère s'est déroulé les 9 et 10 janvier derniers à la Maison du Peuple de Brest. Les congressistes venu-es nombreux-ses, avec lesquel-les tous les syndicats présents dans le Finistère étaient représentés, ont enrichis les textes préparatoires nationaux. Il faut aussi noter la présence des tendances de notre fédération apportant toujours des débats très riches.

La première journée a été marquée par la présence de l'UD CGT et l'UD Solidaires. Iels ont pu réaffirmer une volonté de travailler ensemble dans le Finistère, en premier lieu en organisant les mouvements sociaux, mais aussi en organisant

des soirées débats, des stages avec nos mandats communs. Il a été aussi question du rapprochement avec la CGT, avec la création d'une « maison commune ». Nul doute que ce sujet occupera aussi grandement les débats du congrès national de Rennes.

Et justement le congrès s'est achevé avec l'élection des trois délégué-es du Finistère. Iels iront à Rennes pour porter et défendre nos amendements et nos motions. Cette organisation, qui peut paraître complexe, démontre le caractère profondément démocratique de notre fédération.

Florent Martinie, co-secrétaire de la FSU 29

Le Secondaire rime avec Moyens Précaires !

Congrès de Brest de la FSU 29

Le Snes-FSU 29 s'est impliqué activement dans l'organisation ainsi que dans les débats du congrès FSU départemental pour y défendre sa conception des métiers de l'enseignement et porter au niveau de sa fédération les projets qu'il soutient déjà au sein de sa propre organisation. Il y a notamment déposé deux amendements visant à faire progresser les droits des Assistant.es d'Education en exigeant d'une part un statut de fonctionnaire de catégorie B pour elles et eux et d'autre part une allocation d'autonomie étudiante, qui est, à son avis, une condition nécessaire à la réelle démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur.

Appel à la Grève des AESH

Le Snes et la FSU se sont aussi mobilisés jeudi 16/01 à l'occasion d'une action intersyndicale départementale à Quimper visant à dénoncer la précarité que subissent les Accompagnant.es d'Elèves en Situation de Handicap et à rappeler nos exigences pour un véritable statut, une revalorisation des salaires, des recrutements et l'abandon des PIAL et des PAS.

Affectations des TZR

Depuis la rentrée, le Snes-Fsu 29 constate que les choses se sont nettement dégradées pour les Titulaires sur Zone de Remplacement qui se retrouvent plus fréquemment qu'avant en poste

sur deux voire trois établissements. Avec des affectations aussi aberrantes, leurs services deviennent ainsi rapidement très problématiques quand leurs missions ne deviennent tout simplement pas impossibles à effectuer. Des TZR épuisés.es en arrivent d'ailleurs à dénoncer leurs conditions de travail dans le registre Santé et Sécurité au Travail. Les réponses apportées par l'administration s'avèrent peu compréhensives de ce que les collègues dénoncent et ne solutionnent pas pour autant leurs situations.

Stage DGH

L'actualité du secondaire dans le département, c'est aussi l'initiative du Snes-FSU 29 qui organise prochainement (jeudi 30/01) un stage sur les Dotations Horaires Globales à la Maison Du Peuple afin d'informer les collègues sur l'enjeu des moyens alloués aux établissements et pour agir en Conseil d'Administration. En effet, la période cruciale d'attribution des dotations de fonctionnement pour la rentrée prochaine, c'est l'occasion de revendiquer des moyens pour fonctionner et de lutter contre le soi-disant Choc des Savoirs pour défendre le service public d'éducation dans lequel il s'agit d'investir en urgence comme le Snes l'a récemment rappelé à la 6^e ministre de l'éducation depuis 2022.

**Mikaël ANSQUER, co-Secrétaire Départemental
Snes-FSU 29**

Santé et sécurité au travail à l'Éducation Nationale : tout est long !

Nous en sommes à nous réjouir d'avoir enfin un médecin des personnels (il n'en restait qu'un pour toute l'académie de Rennes) les départs en retraite se succédant sans successeurs. Enfin, après un an de démarches, l'administration ayant avoué avoir du mal à recruter tant les conditions de travail (au-delà du salaire pas mirobolant) était dissuasif, le Docteur Geri-Fernique vient ici de prendre ses fonctions dans le Finistère.

Autre motif de satisfaction (il faut bien en trouver) : le groupe de travail sur la radon va (bientôt) déboucher sur une communication à destination

des personnels. Il est temps que chacun.e puisse se saisir de cette question à fort enjeu. En effet, dans le Finistère, 88 % des communes sont situées en zone 3 (la plus élevée).

Au niveau des F3SCT (Formation spécialisée en Santé et Sécurité au Travail) qui traitent les fiches Santé et Sécurité au Travail, il est fait le constat depuis plusieurs années que près de la moitié d'entre elles concernent les problématiques avec élèves dans le premier degré. Depuis 2021, nous demandons enquêtes et visites sur cette question tant la souffrance des personnels est grande.

L'augmentation de ces problématiques a été exponentielle. Pour l'année 2023-24, ce sont 280 fiches SST qui ont été saisies sur cette question, contre 186 l'année précédente.

Nous espérons que la F3SCT extraordinaire demandée par les organisations syndicales et prévue le 30 janvier sur cette question permettra de mettre en lumière l'impasse dans laquelle se trouve l'Education Nationale qui n'a pas de solutions à proposer à ses personnels qui demandent de l'aide.

Même si nous n'avons pas d'illusions compte tenu du manque de moyens, nous espérons malgré tout que des situations pourront être trouvées.

L'urgence est à la création de dispositifs adaptés aux problématiques des enfants à besoins particuliers. Pour rappel, il y a 3 ans d'attente de places en DITEP.

Les membres de la FSU siégeant en F3SCT restent mobilisés pour les collègues sur les situations impactant leur santé et conditions de travail.

Nathalie Maillard
Secrétaire de la F3SCT29

Retraité-es : notre couverture santé est en danger !

La FGR-FP et la FSU, au sein du Groupe des 9, revendiquent une Sécurité Sociale remboursant intégralement nos dépenses de santé sans avoir besoin de recourir aux mutuelles : c'est le 100 % sécu .

Aujourd'hui, la réalité est bien différente, la Sécurité Sociale rembourse moins bien qu'auparavant et les tarifs des mutuelles augmentent d'année en année : de plus en plus de personnes ont des difficultés à se soigner, parfois y renoncent. Malheureusement, dans ce domaine l'avenir est inquiétant . L'État ,comme employeur, a décidé de réformer la protection sociale complémentaire en contribuant au financement des cotisations de leur mutuelle pour les actifs de la Fonction publique. Pour nous les retraités, rien n'est envisagé ! Cette réforme va bouleverser notre complémentaire santé avec des conséquences négatives :niveaux de cotisations en forte hausse,et éventuellement nécessité de changer de mutuelle.

Avant le 31 décembre 2025, nous devons décider de conserver ou pas notre mutuelle actuelle.

Aussi, pour vous aider à mieux comprendre cette nouvelle situation et vous éclairer sur vos choix futurs, la FGR-FP et la FSU vous invitent à une réunion d'information, le **lundi 17 mars 2025**.

Jacques Brillet, secrétaire national de la FGR-FP, y présentera la protection sociale

complémentaire. Les actions engagées par la FGR-FP et la FSU avec le groupe des neuf seront également exposées.

La réunion se tiendra de 9h30 à 12h30, accueil à partir de 9h :

[ESAT Les genêts d'or Le Vieux Bourg CHATEAULIN](#)

Un déjeuner sera servi à partir de 13h pour ceux qui le souhaitent, il sera demandé une participation de 23 euros (boissons comprises) pour le repas.

Inscription : **avant le 28 février**

précisez si vous assisterez à la réunion, et si vous resterez pour le déjeuner.

auprès de Jacques Christien ou de Maryvonne Manchec :

par mail, par SMS ou téléphone, ou par courrier postal

christien.jacques@wanadoo.fr

8, rue Hersart de la Villemarqué 29260
PLOUDANIEL

maryvonne.manchec@wanadoo.fr 02 98 60 44 77
7 rue Georges Sand 29900 CONCARNEAU

christian.caradec@gmail.com 07 88 41 16 58
3, rue de la Fraternité 29490 GUIPAVAS

Face à l'extrême droite et au capitalisme, quelle organisation pour le mouvement social ?

Le congrès FSU du 29 vient de se terminer et, même s'il a été très riche de débats, grâce à une solide organisation, nous n'avons pas eu le temps d'aborder ou d'approfondir certains sujets collectivement. Nous proposons de revenir sur un point dans la perspective du congrès national qui va se tenir d'ici peu.

Un zoom à relire

Nous souhaitons revenir ici le sujet de la stratégie syndicale qui peut être interrogée, notamment au regard d'un marqueur de l'actualité la montée de l'extrême droite dans les médias et dans les urnes.

En cela, le zoom du thème 4, Extrême droite: rien d'inéluctable, peut être un point de départ tant il nous semble important de commencer par un travail de caractérisation politique du moment au risque, sinon, de se laisser distraire par des épouvantails qui cachent des mouvements de fonds plus puissants.

Ce texte, en prenant en exemple la situation au Brésil et en Pologne, dit bien que la montée de l'extrême droite et son accession au pouvoir ne veut pas forcément dire la fin du mouvement social.

Une stratégie syndicale à interroger pour faire face à l'extrême droite

Pour autant, si nous n'interrogeons pas la stratégie du mouvement social, celui-ci pourrait s'épuiser à petit feu face à cette montée. Et évoquer l'enjeu de syndicalisation pour enrayer cette montée n'est pas totalement satisfaisant si on ne précise pas sur quelle orientation doit se faire cette syndicalisation. Nous pensons que si le syndicalisme ne représente pas aux yeux des gens un outil pour permettre de faire monter la conflictualité sociale au point d'obtenir la satisfaction des revendications des travailleurs, il y a fort à parier que, ne pouvant affronter les "forts", une partie de la population se résoudra plus ou moins consciemment à faire reposer l'exploitation et l'oppression sur d'autres groupes de population. C'est d'autant plus vrai dans un pays impérialiste de premier plan, même s'il est sur une pente descendante, comme la France.

Pour un syndicalisme au plus près des luttes

Il y a donc un enjeu pour nos syndicats à ne pas s'épuiser dans un 'dialogue social' avec des institutions qui montrent de plus en plus régulièrement leur mépris. Aussi, il est plus que temps de remettre en question la stratégie des directions syndicales lors, entre autres, des Gilets Jaunes, laissés seuls face à Macron ou encore plus récemment lors de la défaite sur la réforme des retraites.

Avec ces échecs, et notamment ce dernier, il se pourrait bien que le prochain développement du mouvement social se fasse sur une base spontanée, avec une dimension d'auto-organisation que nos organisations syndicales ont du mal à appréhender car elle peut remettre en question leur statut de représentantes du mouvement social auprès des autorités.

Si les organisations syndicales du 29 ont pu, dans le passé, appeler à des Assemblées Générales, il reste à souligner les difficultés qu'elles ont à mettre en oeuvre les décisions qui y sont prises et la construction progressive de la légitimité de ces AG. C'est Assemblées générales sont aussi un lieu de développement potentiel des liens interprofessionnels qui pourraient venir en renfort de l'intersyndicale: c'est un travail de longue haleine qui demande un réel engagement militant afin de construire de réelles convergences de revendications et d'actions.

L'un des enjeux de la stratégie syndicale, et donc du congrès national, sera aussi de parler des relations avec les organisations non syndicales comme les collectifs qui ont acquis une forme d'hégémonie dans certains domaines comme pour les mobilisations féministes ou écologistes.

En terme d'organisation, il y aura aussi l'enjeu de parler des relations avec les partis politiques et entre syndicats avec notamment ce projet de "Maison commune" CGT-FSU dont le point central et premier doit être, selon nous, l'orientation syndicale et la relation avec les institutions de l'Etat.

Mathieu André, Emancipation